

Ne veut qu'un « grand débat » à la chambre sur la dépénalisation des drogues : Lydia Mutsch, lors de la conférence de presse de présentation de son plan national anti-drogue



PHOTO : OSIP

tique locale les décideurs se trouvent sous la pression des habitants - et sont donc plus susceptibles de freiner une politique antidrogue plus osée. De plus, le secteur a l'impression que la politique de l'ordre public est devenue prioritaire par rapport à une politique antidrogue efficace, et doute que le gouvernement bleu-rouge-vert le soutiendra avec la même énergie que le précédent. Finalement, Trim-bos constate que la politique antidrogue est aussi devenue dans un certain sens victime de son succès : les problèmes liés aux drogues sont devenus moins visibles et donc moins prioritaires.

Parmi les points positifs que la ministre Mutsch a mis sur son agenda, il y a lieu de citer en première place le projet pilote « D.U.C.K. », qui n'a rien à voir avec des palmipèdes mais qui se réfère au « drug testing » sur les sites de consommation même. Orienté surtout vers les usagers qui consomment des « drogues festives » - ecstasy, méthamphétamine, speed, cocaïne et autres -, le service leur permet de faire tester sur place une petite quantité de leurs drogues pour qu'ils sachent ce qui se trouve vraiment dans les pilules ou les poudres. « Souvent cela peut avoir un effet

dissuasif », mentionne Alain Origer, le coordinateur antidrogue du ministère de la Santé, « car dans beaucoup de cas, ces produits contiennent des éléments dont on n'aurait pas suspecté la présence. » Pourtant, cette approche n'a rien de vraiment révolutionnaire. Beaucoup de nos voisins européens la pratiquent déjà avec succès, comme en Espagne. Le retard luxembourgeois s'explique partiellement par les réticences du parquet. Vu que théoriquement les travailleurs sociaux qui testent les drogues sur place se rendent aussi coupables d'une action criminelle simplement en touchant à ces drogues, ils devraient aussi être poursuivis. C'est pourquoi il a fallu de longs pourparlers pour que la justice accepte finalement cette zone grise.

D'ailleurs, il est intéressant de noter que pas mal de projets antidrogue à succès sont tous logés dans une zone grise entre légalité et illégalité. À commencer par les « Fixerstuff » - au pluriel car la ministre a annoncé le feu vert définitif pour la deuxième salle de shoot à Esch-sur-Alzette, tandis que celle d'Ettelbruck reste toujours en suspens - où des drogues illégales sont ouvertement consommées. Mais le parquet a aussi ou-

vert une nouvelle voie avec le projet « Choice 18+ ». Initialement prévu pour les mineurs en conflit avec la loi sur les drogues, le cannabis étant en première ligne, ce projet leur donnait la possibilité, sous certaines conditions thérapeutiques, de faire amende honorable et de conserver un casier judiciaire vierge. Avec ce nouveau projet, cette possibilité sera étendue aux plus de 18 ans, qui auront la possibilité donc de ne pas gâcher leur vie professionnelle à cause de délits mineurs.

Légalisation non prioritaire

Autre projet où le Luxembourg ratrape enfin son retard : la distribution d'héroïne pharmaceutique aux toxicomanes. En effet, des projets similaires dans d'autres pays ont depuis longtemps prouvé être plus efficaces que les programmes de substitution, comme la méthadone. Après une phase test de deux ans, ce projet va être réévalué. Enfin, le ministère envisage aussi une meilleure prise en charge des « vieux » toxicomanes. Une problématique liée à la baisse substantielle des morts par overdose - on a divisé le taux de moitié sur les cinq dernières années. Ces personnes

ont besoin de soins spécialisés, car souvent leurs corps présentent des symptômes de personnes âgées alors qu'ils n'ont que la quarantaine. Une structure d'accueil spécialisée est prévue à Esch-sur-Alzette. Dans le même registre, le nouveau plan antidrogue prévoit aussi une meilleure prise en charge des parents toxicomanes, un phénomène de plus en plus fréquent aussi et dû à la baisse du taux de mortalité.

Mais s'il reste un point où la ministre est plutôt inflexible, c'est le changement du paradigme du tout répressif. Restant évasive sur la question de savoir si elle soutenait les initiatives visant une dépénalisation du cannabis, elle a seulement assuré vouloir mener un « grand débat » au parlement - sur le modèle de celui sur la prostitution - en collaboration avec le ministère de la Justice. Date prévue : automne 2015 ou début 2016, selon ce qui se passe avec la présidence européenne. On voit bien, donc, qu'une nouvelle approche ne fait pas partie des priorités de Mme Mutsch.